

Les frustrations des luttes locales... Ou la nécessaire convergence des luttes !

Dès janvier dernier, à l'annonce de la DHG, la réaction de la salle des profs de Courbet a été immédiate : face à la suppression d'une classe, l'envoi de 9 collègues dans plusieurs établissements et l'explosion des HSA, la résistance s'est organisée (courriers au rectorat, motions en CA, lettre aux parents d'élèves, audience Dasen...). Suite à la fin de non-recevoir de la hiérarchie, l'unanimité des collègues a envoyé individuellement un courrier refusant les HSA et la mission de professeur.e principal.e.

En cette rentrée, la détermination était la même, malgré le chantage, les menaces voilées, la culpabilisation : pas de professeur.e principal.e pour les classes¹ !

Mais aucune de nos revendications n'a reçu de réponse... Comme nous l'a elle-même indiqué notre hiérarchie, la situation de notre collège est dans la norme, comparable à celle de tous les autres... Les revendications locales ne peuvent être exaucées puisque les moyens n'existent plus à l'échelle académique et nationale ! Les luttes doivent se construire entre établissements et converger dans un mouvement général, fort et efficace ! Faisons du 23 septembre une première étape de ce combat !

¹ Hormis, au final, au bout de 15 jours, pour le niveau 3ème (dont les réformes successives ont complexifié énormément les procédures d'orientation).

Clémence GELIN, Collège Courbet, Gonfreville.

EN GREVE ET DANS LA RUE, JEUDI 23 SEPTEMBRE !

- à **Rouen**, à 10h30 devant la DSDEN place des Faïenciers
- au **Havre**, AG à 9h à Franklin, manifestation à 10h30
- à **Caen**, à 10h30 place du théâtre
- à **Alençon**, à 10h30 place Bonet, devant la DSDEN
- à **Dieppe**, à 9h30 AG à la maison des associations et rassemblement à 10h30 devant la sous préfecture
- à **Cherbourg** à 10h30 place de la mairie
- à **Saint-Lô** à 10h30 devant la DSDEN
- à **Avranches** à 10h30 place de la mairie
- à **Evreux** à 14h devant la DSDEN (Inspection académique)

CALENDRIER NORMAND pour l'Urgence Climatique, Environnementale et Sociale

- **20/09** : avant première : "Bigger than us", KinéPolis, 20h (gratuit pour les - de 27 ans)
- **24/09** : Grève mondiale pour le climat (YFC)
- **24-30/09** : Rouen, Friche Lucien – vente "Résiste", clôture du mois de l'Environnement le 30.
- **25/09** : Rouen – Véloration Alternatiba
- **26/09** : avant première : "I am Greta", Omnia, 10h30
- **26/09** : Rouen – manifestation 11h LUBRIZOL, esplanade de la préfecture
- **17/10** : Journée contre la misère (mise en avant de la Justice climatique et sociale)
- **6/11** : MARCHÉ mondiale pour le CLIMAT, (Coalition Climat rouennaise)

Macron à Marseille :

Abandon du statut contre moyens supplémentaires : nouveau chantage de classes

Voilà bien longtemps que nous réclamons des moyens supplémentaires, tant humains que financiers, pour garantir à nos élèves d'accéder à une école de qualité, égalitaire et émancipatrice. Mais nous réclamons également au quotidien des locaux salubres, du savon en période de crise sanitaire, des toilettes qui fonctionnent, des dispositifs adaptés à nos élèves, et tant d'autres choses dont l'inexistence est aberrante en 2021.

En visite à Marseille, où les écoles sont parfois dans un état de délabrement inacceptable, Macron a conditionné les moyens pour ces écoles à la rédaction de projets par les équipes. De plus, seules 50 écoles pourraient en profiter !

Le gouvernement fait lui-même le constat qu'un investissement massif pour l'école est urgent, mais souhaite l'attribuer au mérite pour des écoles dont le projet pédagogique serait Blanquer-compatible. Soumettre des moyens à l'écriture de projets, c'est accepter que toutes et tous n'y auront pas accès. Si la casse du service public est en marche depuis plusieurs quinquennats, le duo Blanquer-Macron réussit le tour de force de s'asseoir sur le principe même d'égalité. L'état doit garantir un cadre commun et des conditions de travail équivalentes à chaque élève et non mettre les écoles en concurrence, ce qui ne cesserait d'augmenter les inégalités dont ce gouvernement est déjà responsable. C'est une privatisation du système scolaire à laquelle nous assistons, chère à Macron, et dont Blanquer a été, est, et sera, le fidèle porte-parole.

Par ailleurs, cette expérimentation donnerait aussi le pouvoir aux directrice.eurs de ces écoles de choisir les enseignant.es, faisant entrer de pied ferme l'entretien d'embauche dans l'éducation nationale et ne résolvant en rien les difficultés liées à certains quartiers. Le désir de museler les personnels pour qu'elles et ils restent recrutables nous est insupportable. La contractualisation, encore jusque-là quasi inexistante dans le premier degré, se répand doucement...

Ce n'est pas à coups de rédactions de projets ni de contractualisations que nous irons chercher les moyens dont l'école a besoin et que nous irons défendre les services publics. C'est dans la rue.

Pierre VIOT, Ecole Césaire Levillain, Grand Quevilly,
Stéphanie RIO, École maternelle Mont Lecomte, Le Havre.

www.ecoleemancipee.org

POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN
PONT-AUDEMER
LOUVIERS
CAEN

pierre.berche@univ-rouen.fr
p.adams@orange.fr
alexis-rousselin@orange.fr
magali.gouju@wanadoo.fr

La rentrée à l'université de Rouen marquée par le licenciement de contractuel.le.s !

Les effectifs étudiant.e.s continuent d'augmenter dans les universités (+34 000 au niveau national, plus 900 à Rouen) pour des raisons essentiellement démographiques. Pourtant, le nombre de postes de titulaires, lui, est en baisse depuis 10 ans, ce qui se traduit par un décrochage net de la dépense publique par étudiant. Dans ces conditions, le recours aux contractuel.le.s, aux vacataires et aux heures complémentaires explose, que ce soit pour les activités d'enseignement, de recherche ou d'administration. Et comme si cela ne suffisait pas, les précaires qui travaillent à l'université depuis 5 ans, en donnant entièrement satisfaction, se voient « remerciés » au cœur de l'été, parfois même début septembre, sans entretien préalable ni mesure d'accompagnement, pour éviter d'avoir à transformer leur contrat en CDI. Cette façon de (mal-)traiter les personnels de l'université est indigne et illustre le cynisme d'une direction qui prétend agir pour la « qualité de vie au travail » et se félicite de son nouveau label « développement durable et responsabilité sociétale ». Les organisations syndicales ne doivent pas laisser faire et doivent aider les collègues à se défendre dans un cadre collectif.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

AED Prépro et contractuel.les alternant.es : précarisation de l'entrée dans le métier

À la rentrée 2019, Blanquer crée les AED Prépro pour pallier à la crise du recrutement dans l'Éducation Nationale. Un contrat de 3 ans à tiers temps est proposé à des étudiant.es de fin de L1 intéressé.es par le métier d'enseignant.e. Leurs missions évoluent sur les 3 années : observation de séquences pédagogiques, participation à « devoirs faits », séquences pédagogiques complètes pour un salaire de 700 euros à 980 euros. En 2021, le MEN annonce une réforme de la formation initiale et place le concours en fin de M2. Conséquence directe, les AED Prépro recruté.es en 2019 en L2 arrivent en fin de contrat et ne pourront pas passer le concours puisque ils se trouvent en fin de M1.

Dans le cadre de cette réforme, Blanquer annonce un nouveau dispositif : les contractuel.les alternant.es. Ce contrat, rémunéré à hauteur de 600 euros, est proposé aux étudiant.es en master MEEF (M1 ou M2). L'étudiant.e alternant.e sera en responsabilité en établissement à tiers temps sur 2 jours. Il.elle devra en plus préparer l'obtention de son année de master, valider son mémoire, participer à la formation de l'INSPE, préparer son concours.

Les premiers retours font état de postes non pourvus. La charge de travail importante et la faible rémunération en sont les principales causes pour des étudiant.es déjà fortement précarisé.es par les années Covid.

Magali GOUJU, Collège Jean Castel, Argences.

ABONNEZ-VOUS !

***L'École Émancipée, c'est aussi une revue
syndicale et pédagogique paraissant
depuis 1910.***

Bravo aux collègues de Querqueville !

Une grève de 4 jours pour commencer l'année, il fallait oser. Comme premier contact avec les parents de 6ème, il y a plus facile. L'équipe du collège Jules Ferry (Querqueville, Manche) l'a fait. Pas par amour de la performance, mais par nécessité. Une quatrième classe de 4ème avait été créée (avec 6 heures poste, le reste en heures supp) cet été, mais les 6ème restaient à la pré-rentrée à 30 par classe, sans compter l'intégration de 6 élèves ULIS.

Le rectorat n'a pas cédé sur l'ouverture d'une quatrième 6ème. Mais il a raclé les fonds de tiroir et nos collègues ont obtenu de haute lutte 9 heures poste. Ils l'ont fait en maintenant un contact quotidien avec les parents, qui, sans se réjouir, ont bien perçu que des profs ou du couple rectorat/DSDEN était de leur côté. Un couple qui n'était pas ravi de voir les grévistes venir à lui, alors que lui préférerait pourrir la rentrée de tout le monde... Plusieurs grévistes sont repartis scandalisés du rectorat : des responsables ont échangé trois mots à travers la grille, restée close. Un symbole assez parlant du blanquérisme. Pour contraindre Blanquer à réinjecter des moyens partout, et avant ça à arrêter de rendre 200 millions d'euros par an au ministère du Budget, c'est une lutte coordonnée dans tous les établissements qu'il faut préparer.

Nicolas VABRE, Collège Jacques Prévert, Verson.

En 2021, la dégradation de l'enseignement se poursuit et se renforce dans le secondaire

Le jour de la rentrée a été l'occasion pour notre rectrice d'un grand moment de communication au collège Pasteur de Caen, en musique et avec les médias. Ces derniers ont ainsi pu communiquer sur une "rentrée sans accroc", une forme de retour à la normale après deux années scolaires perturbées par la crise sanitaire. La pandémie n'est toutefois pour rien dans une dégradation des conditions d'enseignement qui avait déjà démarré bien plus tôt, avec l'impératif de faire des économies. Bon élève, Blanquer a rendu 200 millions de son budget ; bonne élève, notre académie a supprimé heures et postes, alors que la question des effectifs et des moyens s'est révélée d'autant plus cruciale depuis un an et demi. Dès janvier dernier, nombre d'équipes ont pesté contre les dotations et répartitions de moyens. Les heures supplémentaires s'accumulent, ainsi que les mesures de carte scolaire et postes partagés. La situation des TZR est toujours plus précaire, leur gestion plus opaque. Le mouvement intra-académique n'en a désormais plus que le nom. Le management des chefs d'établissement devient parfois insupportable pour les collègues, enseignants et agents.

La rentrée n'est donc pas sans accroc : en lycée on paie encore le prix de la réforme, avec une organisation du temps de travail préjudiciable à tous ; en collège, les tâches s'alourdissent avec les effectifs. Les initiatives locales se multiplient dès les premiers jours de rentrée : il faut qu'elles se généralisent et qu'elles convergent avec les dates de mobilisations nationales, pour ne surtout pas laisser affirmer que "tout s'est bien passé".

Ivan YGOUF, Collège du Cingal, Bretteville-sur-Laize.

www.ecoleemancipee.org